

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 1 de 10

Manuel administratif

Sujet

**CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA
POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX**
1. DÉFINITIONS**1.1. Appel d'offres**

Une procédure d'appel à la concurrence entre plusieurs fournisseurs les invitant à présenter une offre en vue de l'obtention d'un contrat.

1.2. Appel d'offres public

Appel d'offres publié par un système électronique d'appel d'offres.

1.3. Appel d'offres sur invitation

Appel d'offres s'adressant aux fournisseurs sélectionnés à partir des règles d'application.

1.4. Avis de qualification

Un avis publié par un système électronique d'appel d'offres par lequel le ministère des Transports invite les fournisseurs intéressés à se manifester.

1.5. Avis d'attribution

Un avis publié par un système d'appel d'offres pour tout contrat de 100 000 \$ et plus adjudgé sans appel d'offres ou par appel d'offres sur invitation.

1.6. Contrat tarifé

Contrat relatif à des travaux de revêtement bitumineux, de couche d'usure ou de rapiéçage n'incluant pas de travaux préparatoires (réparation de fondation, élargissement des accotements, etc.) et pas plus de 25 % de travaux connexes (renforcement de chaussée, etc., I.T. **125-8**) attribué suivant des estimations établies selon la **Directive 2-4-3 « Conditions d'application des contrats tarifés d'enrobé bitumineux »**, au fournisseur dont le coût estimé est le moins élevé en tenant compte des coûts de transport.

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 2 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

1.7. Centrale d'enrobage concurrente

Pour être considérée « concurrente » à une première centrale d'enrobage, une seconde centrale doit, par rapport à la première centrale, être de propriétaire différent, c'est-à-dire n'avoir aucun lien de « parenté » ou de propriété avec la première centrale. La centrale d'enrobage, propriété de la compagnie mère ou d'une filiale, ne peut donc être considérée concurrente. Pour être concurrentes, ces centrales d'enrobage doivent également être opérationnelles, c'est-à-dire avoir produit chacune un minimum de 500 tonnes depuis leur dernier déplacement.

1.8. Montant estimé du contrat

La dépense totale estimée du contrat, sauf pour un contrat dont la durée est d'au moins un an pouvant être reconduit pour une période déterminée, auquel cas il s'agit de la dépense estimée du contrat initial, en excluant celle estimée pour la reconduction.

2. RESPONSABILITÉS

2.1. Unité administrative (UA)

2.1.1. Déterminer, à l'aide des estimations comparatives ou du logiciel d'estimation de la concurrence (**I.T. 125-13** « Estimations comparatives, nombre d'estimations à produire »), quels contrats d'enrobés bitumineux sont tarifés ou octroyés par appel d'offres sur invitation ou octroyés par appel d'offres public.

2.1.2. Procéder, relativement à l'octroi d'un contrat, à l'exécution des activités définies à l'**instruction technique 43-2**.

2.1.3. Gérer le contrat, tel qu'il est précisé à l'**instruction technique 43-4**.

2.1.4. Assurer la saisie des données au Système IAC (0242).

2.1.5. Compléter le formulaire « Avis d'attribution » pour tout contrat de 100 000 \$ et plus adjugé sans appel d'offres ou par appel d'offres sur invitation et transmettre au SGC pour publication.

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 3 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

2.2. Direction générale des infrastructures et des technologies

2.2.1. Émettre les guides techniques nécessaires à la préparation des contrats.

2.2.2. Émettre les devis types nécessaires à la préparation des contrats.

2.3. Service de la gestion contractuelle (SGC)*

2.3.1. Assumer le Secrétariat du Comité des prix responsable de la tarification au Ministère.

2.3.2. Assister et soutenir les directions territoriales pour les conditions d'application des contrats tarifés d'enrobé bitumineux.

2.3.3. Conseiller et assister les unités administratives pour toute question touchant l'adjudication et la gestion des contrats tarifés.

2.3.4. Assurer la mise à jour des Instructions aux fournisseurs.

2.3.5. Gérer les garanties d'exécution et des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services.

2.3.6. Publier mensuellement les avis d'attribution au système MERX pour tout contrat de 100 000 \$ et plus adjugé sans appel d'offres ou par appel d'offres sur invitation.

2.3.7. Publier annuellement, au système MERX, un avis de qualification.

2.3.8. Faire rapport annuellement aux autorités et aux organismes centraux.

* Unité administrative responsable de la directive

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 4 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

3. RÉFÉRENCES

- 3.1. Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et organismes publics, Décret 961-2000, 16 août 2000 (Recueil des politiques de gestion, volume 10).
- 3.2. Cahier des charges et devis généraux.
- 3.3. Plan de gestion financière (PGF) du Ministère, (**Directive 1-1-1** et **I.T. 97-1**).
- 3.4. Accords de libéralisation des marchés publics.
- 3.5. **Directive 2-2-1** « Contrat de construction et de services auxiliaires ».

4. RÈGLES D'APPLICATION

- 4.1. Cette directive s'applique à l'octroi de tout contrat de construction visant à la fois la fabrication et la pose d'enrobé bitumineux dont le montant estimé du contrat est inférieur à 500 000 \$ ainsi que les contrats visés par une autorisation du Conseil du trésor permettant de ne pas procéder par appel d'offres public.
- 4.2. Pour le choix du mode d'octroi, le montant estimé du contrat n'englobe pas les imprévus et variations, le coût des matériaux fournis par le Ministère, les provisions et l'ajustement au taux de la pose quotidienne.
- 4.3. Pour les contrats de 100 000 \$ et plus, les fournisseurs qualifiés du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et de l'État de New York doivent être considérés au même titre que ceux du Québec.
- 4.4. Les règles d'application suivantes s'appliquent afin de déterminer le mode d'octroi du contrat (Voir « Grille de décision servant à déterminer le mode d'octroi du contrat ») :

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 5 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

4.4.1. COMMANDE / CONTRAT (NÉGOCIÉE) :

Lorsque le montant estimé du contrat est inférieur à 25 000 \$

Commande / contrat V-3000 ou formulaire Marché (V-107A), négocié auprès du fournisseur le plus près du site des travaux, propriétaire d'une centrale d'enrobage certifiée ISO et détenteur d'une licence en règle d'entrepreneur en construction sous la catégorie suivante : 4281 (01) « Entrepreneur en pavage et asphalte » émis par la RBQ.

4.4.2. OBLIGATION D'UN CONTRAT TARIFÉ :

Lorsque le montant estimé du contrat est de 25 000 \$ ou plus, mais inférieur à 500 000 \$ ainsi que les contrats de 500 000 \$ à 1 000 000 \$ faisant l'objet d'une autorisation spécifique du Conseil du trésor à cet effet (CT 197833 du 12 mars 2002) (CT 198424 du 11 juin 2002).

Contrat tarifé auprès du fournisseur propriétaire d'une centrale d'enrobage dont le montant estimé par le Ministère est le plus bas en tenant compte des coûts de transport.

4.4.3. APPEL D'OFFRES SUR INVITATION :

Lorsque :

- le montant estimé du contrat est de 500 000 \$ ou plus, mais inférieur à 1 000 000 \$

et

- le contrat fait partie d'une autorisation spécifique du Conseil du trésor (CT 197833 du 12 mars 2002) permettant de ne pas procéder par un appel d'offres public

et

- l'écart d'estimation du Ministère entre la centrale d'enrobage la plus près des travaux et une autre centrale la plus concurrente est inférieur à 5 %.

4.4.4. OBLIGATION D'UN APPEL D'OFFRES PUBLIC :

Lorsque le montant estimé du contrat est de 500 000 \$ ou plus, sauf pour les contrats pour lesquels le Conseil du trésor a spécifiquement accordé une autorisation de ne pas procéder à un appel d'offres public.

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 6 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

GRILLE DE DÉCISION SERVANT À DÉTERMINER LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT

MONTANT ESTIMÉ DU CONTRAT ⁽¹⁾	MODE D'OCTROI
Moins de 25 000 \$	COMMANDE / CONTRAT V-3000 (NÉGOCIÉE) auprès du fournisseur propriétaire d'une centrale d'enrobage certifiée ISO et détenteur d'une licence en règle d'entrepreneur en construction sous la catégorie 4281 (01) « Entrepreneur en pavage et asphalte » émis par la Régie du bâtiment du Québec.
25 000 \$ à moins de 500 000 \$	OBLIGATION D'UN CONTRAT TARIFÉ auprès du fournisseur propriétaire d'une centrale d'enrobage dont le montant des travaux estimé par le Ministère est le plus bas en tenant compte des coûts de transport.
500 000 \$ et plus	OBLIGATION D'UN APPEL D'OFFRES PUBLIC , sauf lorsque le contrat fait l'objet d'une autorisation spécifique du Conseil du trésor permettant de ne pas procéder par appel d'offres public.

(1) Le montant estimé des travaux est établi selon la Directive 2-4-3 « Conditions d'application des contrats tarifés d'enrobé bitumineux » et les instructions techniques 125-1 à 125-20.

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 7 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

5. PROCÉDURE (Unité administrative)

OCTROI ET GESTION DE CONTRATS DE PRÉPARATION, FABRICATION ET POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX < 25 000 \$

5.1. Mode d'attribution et choix de l'adjudicataire

Choisit le fournisseur propriétaire de la centrale d'enrobage la plus rapprochée des travaux :

- s'assure que cette centrale d'enrobage est certifiée à l'effet qu'elle possède un système qualité conforme à la norme ISO 9002 sur le territoire du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario ou de l'État de New York;
- s'assure également qu'il détient la licence de la Régie du bâtiment du Québec dans la sous-catégorie suivante : 4281(01) « Entrepreneur en pavage et asphalte ».

Négocie le prix du contrat avec ce fournisseur.

5.2. Engagement et autorisation

Remarque

- Crée le numéro de contrat au RPC 5053;
- Remplit le formulaire « Engagement » requis;
- Saisit les informations au système 0250.

Seuil : 5 000 \$

I.T. 53-1

En deux exemplaires :

- Remplit la commande / contrat V-3000 ou le formulaire Marché (V-107A);
- Transmet au fournisseur pour signature;
- Obtient la signature du fonctionnaire autorisé au PGF.

I.T. 200-1

I.T. 97-1, pouvoir de contracter

Par télécopieur ou courrier

5.3. Signature du contrat

À la réception des documents signés par le fournisseur :

- Autorise le début des travaux;
- Saisit les informations au Système IAC (0242).

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 8 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

5.4. Gestion du contrat

Est responsable des activités énumérées à la règle d'application 4.1 de la **directive 2-2-1**.

5.5. Conservation et gestion du dossier officiel

Conserve le contrat original au dossier officiel.

OCTROI ET GESTION DE CONTRATS TARIFÉS DE FABRICATION ET POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

5.6. Préparation des estimations comparatives nécessaires à l'octroi

Établit, conformément à la **Directive 2-4-3** et aux **instructions techniques 125-1** à **I.T. 125-13** qui en découlent, les estimations comparatives du montant des travaux pour les centrales d'enrobage venant en concurrence.

5.7. Mode d'attribution

Détermine le mode d'octroi du contrat à partir de : **4. Règles d'application**

- Contrat tarifé ou
- Appel d'offres sur invitation ou
- Appel d'offres public, selon le cas.

5.8. Choix de l'adjudicataire

Prépare la note au dossier (**I.T. 125-14**), recommandant le mode d'octroi, pour la signature par le directeur en territoire.

5.8.1. Contrat tarifé

- Choisit le fournisseur propriétaire d'une centrale d'enrobage certifiée à l'effet qu'elle possède un système qualité conforme à la norme ISO 9002 sur le territoire du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario ou de l'État de New York, dont le montant des travaux, estimé selon les grilles tarifaires, est le plus bas en tenant compte des coûts de transport. De plus, ce fournisseur entrepreneur doit détenir la licence de la Régie du

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 9 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

bâtiment du Québec (RBQ) dans la sous-catégorie suivante : 4281(01)
« Entrepreneur en pavage et asphalte »;

- Rédige et transmet au fournisseur une lettre d'offre (**I.T. 125-18**);
- Prépare le formulaire « **Marché** » (**V-107A**) en deux exemplaires et le transmet pour signature, si requis, accompagné des documents suivants :
 - Le ou les addenda;
 - Le cahier des clauses générales;
 - Le devis;
 - Le(s) bordereau(x).
- Consigne les informations d'évaluation et d'attribution au dossier officiel.

5.8.2. Contrat d'appel d'offres sur invitation

- Choisit les fournisseurs propriétaires de centrales d'enrobage certifiées à l'effet qu'elles possèdent un système qualité conforme à la norme ISO 9002 sur le territoire du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario ou de l'État de New York, détenant la licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Rédige et transmet, à tous les fournisseurs potentiels, une lettre d'invitation à présenter leur soumission pour l'exécution des travaux (**I.T. 125-19**) :
 - Inscrit les montants minimums et maximums de la fourchette correspondant à l'estimation du Ministère;
 - Détermine l'heure, la date et le lieu où seront ouvertes publiquement les soumissions.
- Joint les documents suivants à la lettre d'invitation :
 - Le ou les addenda;
 - Le cahier des clauses générales;
 - Le devis;
 - Le(s) bordereau(x).
- Procède à l'ouverture des soumissions à l'endroit, la date et l'heure déterminés dans la lettre d'invitation;
- Rédige un procès-verbal de l'ouverture des soumissions;
- Analyse les soumissions afin de déterminer l'adjudicataire;
- Rédige la « **Lettre d'acceptation de la soumission** » (**I.T. 43-9**);

Volume II	Numéro de directive 2-2-9
Date 2002-06	Page 10 de 10

Manuel administratif

Sujet

CONTRATS DE CONSTRUCTION VISANT À LA FOIS LA FABRICATION ET LA POSE D'ENROBÉ BITUMINEUX

- Prépare le formulaire « **Marché** » (**V-107A**) en deux exemplaires et le transmet pour signature, accompagné des documents joints à l'appel d'offres.

Note : Pour les étapes subséquentes, se référer à la **Directive 2-2-1** laquelle s'applique intégralement pour les contrats à accorder par appel d'offres sur invitation ou par appel d'offres public.